

Septembre 2006



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PÈLERIN

Trente-huitième Session

Rome, 11-15 Septembre 2006

PROGRAMME DE FORMATION SUR LE CRIQUET PELERIN (Point 6c de l'ordre du jour provisoire)

1. INTRODUCTION

La crise acridienne débutée brutalement fin 2003 dans la Région occidentale de l'aire de répartition du Criquet pèlerin et l'importante mobilisation de personnel supplémentaire qu'elle a rapidement nécessité ont mis en lumière, pour l'ensemble de la Région, l'insuffisance d'effectifs bien formés et les lacunes dans les connaissances relatives au Criquet pèlerin et à sa gestion. Sur la base de ce constat et dans le cadre de la planification des activités de lutte antiacridienne pour l'année 2005, un vaste et ambitieux programme de formation de formateurs a été élaboré en novembre et décembre 2004 au bénéfice de 10 pays de la Région occidentale, à savoir 4 pays sahéliens de la ligne de front (Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) et le Sénégal et 5 pays généralement désignés sous le vocable de pays du circuit Sud (Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau). L'ébauche d'une stratégie de formation a d'ailleurs été présentée et validée au cours de la Session extraordinaire du DLCC, qui s'est tenue à Rome du 29 novembre au 2 décembre 2004. Ce programme, devenu opérationnel avant le démarrage de la campagne estivale 2005, a été conçu pour se dérouler en trois phases successives: une session régionale de formation de maîtres-formateurs, des sessions nationales de formation puis des ateliers nationaux d'évaluation des connaissances acquises. Il a abouti à la qualification en tant que maîtres-formateurs de 20 experts et ingénieurs et à la formation ou au recyclage de près de 600 techniciens des services de l'agriculture dans les 10 pays sus-nommés.

2. PHASE PRÉPARATOIRE AU PROGRAMME

2.1. Contexte et élaboration du Programme

Durant la campagne antiacridienne 2004, une des faiblesses majeures identifiées concernait les capacités de certains pays à gérer une situation d'urgence acridienne. De fait, dans la Région occidentale, et plus particulièrement dans les pays sahéliens, le nombre d'experts et de techniciens effectivement formés dans les différents domaines relatifs à l'acridologie était très limité. Les unités de lutte antiacridienne, disposant elles-mêmes d'effectifs à peine suffisants pour faire face à des situations de rémission, ont dû faire appel à des agents des services de protection

des végétaux et de l'agriculture. Même si certains avaient déjà été confrontés à des situations de recrudescence acridienne, la dernière relative au Criquet pèlerin datait de la fin des années 80 et les connaissances avaient été peu mises à jour depuis.

La qualité de la réponse qu'un pays peut donner face à une situation d'urgence acridienne dépend largement de ses compétences techniques dans les domaines de la prospection et de l'information acridienne, de la lutte antiacridienne et de la gestion de campagne, sous réserve que les matériels et équipements soient disponibles et que le personnel soit formé à leur usage.

C'est sur la base de ces constats ainsi que de l'expérience acquise et des résultats obtenus dans la Région centrale de l'aire de distribution du Criquet pèlerin qu'un consultant international, acridologue, recruté au niveau du siège de la FAO pour une durée de 6 semaines en novembre 2004, a eu pour tâches principales de concevoir et préparer un programme détaillé de formation de formateurs accordant une large part aux exercices pratiques, définir et décrire les thèmes à enseigner et transmettre, dresser l'inventaire du matériel didactique afférant et les profils des intervenants. Sur la base des « Directives FAO sur le Criquet pèlerin » et du Manuel des maîtres-formateurs préparé pour la Région centrale, les différents thèmes identifiés ont été répartis selon les cinq modules suivants :

- Bio-écologie et dynamique des populations de Criquet pèlerin (3 jours),
- Prospection et traitement de l'information (5 jours),
- Lutte anti-acridienne : produits et l'équipement de pulvérisation (5 jours),
- Ecotoxicité et sécurité pour l'homme et l'environnement (5 jours),
- Gestion d'une campagne de traitement (3 jours),

subdivisés en sous-modules (voir Annexe I) et devant être dispensés en 3 semaines.

Le programme a été conçu comme une formation en cascade en trois phases successives permettant:

- 1) la formation de 20 maîtres-formateurs lors d'une session régionale de 3 semaines et demi;
- 2) la formation, la spécialisation ou le recyclage d'environ 600 agents des unités de lutte antiacridienne et des services de protection des végétaux et de l'agriculture lors de sessions nationales de 5 jours dispensées par chaque maître-formateur au profit d'une trentaine d'agents avant le démarrage de la campagne estivale de lutte; et
- 3) le contrôle des connaissances et l'évaluation des retombées des formations lors d'ateliers nationaux de 3 jours à l'issue de la campagne 2005,

sans que soient occultées certaines contraintes telles qu'un calendrier de formation déjà chargé, la nécessaire adaptation de certains thèmes au contexte spécifique du pays ou le peu de temps disponible avant le début théorique de la campagne estivale 2005.

La sélection des participants, futurs maîtres-formateurs, s'est faite avec l'appui des représentations FAO des 10 pays concernés. Il a ainsi été demandé aux représentations FAO de cinq pays sahéliens (Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) d'identifier, en étroite concertation avec les autorités nationales compétentes (unités nationales de lutte contre le Criquet pèlerin et services nationaux de protection des végétaux), 6 candidats potentiels pour que 3 d'entre eux soient finalement retenus par pays sur la base des critères suivants :

- connaissance pratique de certains aspects de la lutte antiacridienne tels que la prospection et les méthodes de pulvérisation,

- maîtrise de la langue française,
- capacités pédagogiques et expérience en vulgarisation,
- souhait exprimé de devenir maître-formateur et disponibilité correspondante (chaque formateur devant organiser au moins trois sessions de formation au niveau national avant la campagne antiacridienne estivale 2005).

De manière similaire, une candidature pour chacun des cinq pays adjacents ou voisins (Burkina Faso, Cap-Vert, Guinée, Guinée-Bissau et Gambie) a été retenue parmi les 3 dossiers qu'il avait été demandé de fournir.

Pour contribuer au développement puis mettre en œuvre le contexte et le suivi pédagogique de l'approche « Formation de Formateurs » pour les candidats, les intervenants et les participants à la session régionale devenus maîtres-formateurs lors des sessions nationales et les agents auxquels ils ont dispensé leurs acquis, un consultant international a été recruté pour 6 mois au niveau du siège, avec missions sur le terrain. Une concertation a été instaurée dès le départ avec tous les candidats potentiels à travers la diffusion d'un questionnaire sur les objectifs, contenus et méthodes de la session régionale dont les résultats, dépouillés rapidement, ont permis d'affiner les besoins et attentes de tous les participants ; cette approche participative s'est poursuivie pendant les sessions, régionale et nationales, la masse de données recueillies étant analysée par une consultante au niveau du siège.

2.2. Préparation des documents didactiques

L'inventaire du matériel didactique a montré que les supports requis existaient en anglais pour deux (information et traitement) des cinq modules car ils avaient été préparés pour des formations de formateurs en Région centrale sous forme d'un Manuel des maîtres-formateurs très détaillé permettant d'accompagner pas à pas les différentes étapes d'une formation en cascade; leur traduction en français a été assurée au sein du Groupe Acridiens de la FAO. Pour l'appui à la dispense des trois autres modules, finalisés sous forme d'un CD-Rom (disponible sur demande), un contrat a été passé avec une université ayant une expérience reconnue en pédagogie et en entomologie y compris et plus spécifiquement en acridologie.

2.3. Equipement pour les sessions régionale et nationales

L'équipement à fournir pour les sessions de formation a été réparti en trois catégories : le matériel indispensable à la dispense de l'enseignement (vidéo-projecteur, imprimante, micro-ordinateur...) aux niveaux régional et national, des kits complets correspondant à chaque module et destinés aux maîtres-formateurs et des kits « allégés » pour les participants aux sessions nationales. De plus, la description des équipements à utiliser pour les exercices pratiques a été fournie ; pour la session régionale, un avion de traitement a même été loué pour le calibrage des pulvérisateurs et le recueil des gouttelettes sur papier oléosensible. Les équipements à acquérir, pour la plupart commandés à partir du siège de la FAO, ont été livrés dans les pays au niveau des représentations FAO avant le début des sessions de formation.

3. DÉROULEMENT DES SESSIONS

3.1. La session régionale

La session régionale de formation de maîtres-formateurs, d'une durée totale de trois semaines et demi, s'est tenue au Centre ICRISAT de Niamey, Niger du 14 mars au 6 avril 2005. Elle a été, comme les sessions nationales de formation et d'évaluation, co-financée par le projet espagnol « Renforcement des capacités nationales de lutte contre le Criquet pèlerin dans les pays affectés »

concernant les 10 pays suivants: Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) et le projet de la Commission Européenne « Assistance d'urgence à un programme de lutte contre le Criquet pèlerin » concernant les 10 pays suivants: Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.

Pour bien démarquer cette session de formations académiques classiques et insister sur sa composante pédagogique, elle a été intitulée « Ce qu'il faut savoir, ce qu'on doit transmettre sur le Criquet pèlerin » avec pour objectifs de : 1) mettre à niveau et harmoniser les connaissances de tous les participants; 2) leur enseigner comment transmettre ces connaissances; 3) leur permettre de bâtir leurs programmes nationaux de formation; 4) les aider à planifier l'organisation concrète de ces programmes nationaux.

Elle a été supervisée par un responsable pédagogique, consultant international, chargé d'assurer la prise en compte permanente de l'aspect « transmission des connaissances », et un modérateur/responsable technique, acridologue et fonctionnaire national du programme EMPRES en Mauritanie, également enseignant pour le module 2 « Prospection et traitement de l'information ». Ils furent secondés par un consultant national pour les aspects organisationnels et logistiques. Quatre consultants avaient également été recrutés pour dispenser les formations relatives aux modules 1, 3, 4 et 5 : un acridologue, un spécialiste de l'environnement et deux logisticiens, aux connaissances complémentaires concernant les traitements terrestres et aériens et l'organisation des campagnes de prospection et de lutte.

L'ouverture de la session a démontré l'intérêt manifeste du Gouvernement du pays d'accueil et des bailleurs de fonds, respectivement représentés par le Ministre du développement agricole, le Ministre des ressources animales, l'Ambassadeur d'Espagne (en poste à Abidjan), un représentant de la Délégation à l'Union Européenne, pour ne citer que ces personnalités.

Au cours de la session, les activités se répartissaient en évaluation des connaissances des participants avant et après chaque module, dispense de formations théoriques et pratiques sur la base des supports didactiques élaborés pour cette session, distribués à chaque participant et enrichis par chaque intervenant, en privilégiant les exercices pratiques et sur le terrain, une participation active des participants, des synthèses des activités et travaux de groupe. La particularité de cette session de formation a résidé dès le début en la responsabilisation des formateurs dans le processus technique et pédagogique, à travers une approche participative basée sur des discussions ouvertes tenant compte des expériences des uns et des autres et sur une synthèse de ce qu'il faut retenir et présenter aux futurs formés lors des sessions de formation nationales. Le participant était l'acteur principal de la formation à travers ses souhaits exprimés avant le démarrage de la formation et son projet de formations nationales présenté à la fin de la session régionale. Aux dires de tous les participants et intervenants, cette session régionale s'est déroulée dans de bonnes conditions grâce à une parfaite organisation logistique et technique, et à son excellente préparation à partir de Rome comme sur place, pour les ultimes détails, même si l'approche très participative et le suivi pédagogique permanent, nouveaux pour la plupart des participants, a pu en dérouter certains.

L'objectif final a été atteint puisque, à la fin de la session, chaque maître-formateur (ou groupe de maîtres-formateurs), aux connaissances harmonisées et mises à jour, a présenté son projet de sessions nationales (chronogramme, lieu(x) de formation, programme détaillé en insistant sur les points à développer dans le contexte nationale, modalités d'identification des agents à former ou recycler). Outre un certificat estampillé aux logos des deux bailleurs de fonds (Espagne et Commission Européenne) et de la FAO, chaque participant a donc reçu un kit complet contenant

tout le petit équipement indispensable aux opérations de prospection et de lutte ainsi qu'un CD-Rom compilant l'ensemble des documents remis pendant la session.

3.2. Les formations nationales

Autant que possible compte tenu des calendriers de chacun, une personne ressource, consultant ou expert du siège, fut présente lors d'au moins une des sessions nationales de formation afin d'apporter un soutien aux maîtres-formateurs dans l'exercice qui consistait à transmettre, en cinq jours, un savoir scientifique et technique accompagné de directives pédagogiques reçu sur une période de trois semaines. Il était initialement prévu que chaque maître-formateur dispense une session de formation au bénéfice d'une trentaine d'agents. En fait, dans les pays de la ligne de front et au Sénégal, les trois maîtres-formateurs ont conjointement dispensé les trois formations organisées, de manière à ce que leurs complémentarités, leurs affinités pour certains sujets mais aussi leurs insuffisances sur d'autres puissent se compenser et que chacun, y compris eux, puissent en tirer profit.

Dans leur majorité, les sessions nationales de formation se sont déroulées en mai 2005 (au Tchad, la troisième et dernière session s'est tenue début juin) et furent décentralisées (sauf au Sénégal où le centre de formation le plus approprié et le plus accessible se trouve au siège de la Direction de la protection de végétaux, à Dakar). Au total, 29 sessions ont été organisées dans les 10 pays concernés, aboutissant à la formation ou au recyclage de 547 agents des services concernés. Chacun de ces agents a reçu un kit technique minimal constitué d'un GPS et d'un pied à coulisse; de plus, l'unité de lutte antiacridienne ou le service de la protection des végétaux a été doté du matériel de vidéo-projection nécessaire à l'organisation de session de formation. Comme requis, les maîtres-formateurs, recrutés en qualité de consultants nationaux, ont préparé des rapports, reçus dans un délai moyen d'un mois après la fin des sessions, sur la base d'un canevas standard fourni par le superviseur pédagogique.

3.3. Les évaluations nationales

La troisième phase du programme consistait en l'évaluation des acquis des agents formés sur la base d'un questionnaire centré sur le contenu des sessions nationales, quelques mois après celles-ci et à l'issue d'une campagne antiacridienne, et donc après confrontation des enseignements avec la réalité du terrain, au moins pour une partie des agents. Ces sessions d'évaluation, d'une durée de un à cinq jours, se sont déroulées entre novembre 2005 et mars 2006 dans les différents pays, regroupant tout ou partie des agents formés en mai 2005 sous la supervision de tous les maîtres-formateurs, à nouveau recrutés comme consultants nationaux (voir tableau récapitulatif). Dans deux pays, le Niger et le Mali, une des sessions a été suivie par des fonctionnaires du siège; au Niger, le questionnaire préparé par les maîtres-formateurs comportait une quarantaine de questions concernant les principaux aspects des opérations antiacridiennes (identification du Criquet pèlerin, données à collecter lors des prospections et outils nécessaires à cette collecte et à la transmission des données, paramètres de la pulvérisation, réduction des risques pour la santé humaine et l'environnement...) auxquelles des réponses justes et pertinentes ont été données. Différents points ont ensuite été passés en revue lors d'une table ronde afin d'apporter tous les détails et explications complémentaires nécessaires et des débats très ouverts ont eu lieu entre formés, formateurs et autres participants.

Les rapports fournis par les pays où s'est déroulée cette 3^e phase indiquent, avec plus ou moins de détails, ces mêmes tendances : enseignement théorique et pratique convenablement assimilé, amélioration notable des connaissances, aisance renforcée lors de confrontation avec les situations de terrain.

3.4. Visibilité

Les medias (presse écrite et radio-télévisée) ont été associés aux différentes phases de la mise en œuvre du programme de formation: invitation à l'inauguration de la session régionale de formation au centre ICRISAT de Niamey avec l'envoi préalable d'un résumé du programme, information à travers les bulletins ECLO édités par le siège de la FAO, invitations lors du démarrage des sessions nationales de formation et d'évaluation et réalisation d'une vidéo par la Division de l'information de la FAO distribuée aux maîtres-formateurs, aux représentations de la FAO des pays concernés et aux bailleurs de fonds impliqués. Cette vidéo trilingue (anglais, espagnol et français) est disponible sur demande.

4. CONCLUSION

La préparation et la réalisation de ce programme de formation de maîtres-formateurs et l'organisation des sessions régionale et nationales afférentes ont représenté un important investissement humain, matériel et financier qui n'aurait pu être entrepris sans les contributions internationales d'urgence générées par la crise acridienne. Les résultats enregistrés lors des sessions d'évaluation de post-campagne 2005 sont satisfaisants et confirment la valeur d'une telle approche, déjà démontrée dans la Région centrale. Toutefois, ils ne doivent en aucun cas être considérés comme un aboutissement et les acquis, en termes d'amélioration des compétences pédagogiques des maîtres-formateurs et des connaissances techniques des agents, ainsi que de supports didactiques, doivent être maintenus vivaces à travers des recyclages réguliers, de nouvelles formations et des mises à jour de ces supports; après les pays du Sahel et du circuit Sud, les pays d'Afrique du Nord-Ouest devraient aussi pouvoir bénéficier d'un tel programme. Il est d'ailleurs dans le mandat d'EMPRES de réaliser de telles activités avec le soutien des bailleurs de fonds. L'approche « Formation de Formateurs » devrait aussi être poursuivie dans la Région centrale et étendue à la Région orientale. Le soutien réitéré de la Commission est nécessaire pour que de tels programmes nationaux de recyclage et de formation soient renouvelés et poursuivis et pour encourager les Commissions régionales à davantage contribuer aux efforts nationaux en ce domaine.

1. Faut-il poursuivre ce type d'approche « Formation de maîtres-formateurs » ?
2. Si oui, sous quelles formes : démultiplication des formations en cascade, extension aux autres régions ?
3. Quelles sont les améliorations à apporter dans les modalités de formation ?